

MÉMOIRE VIVANTE



Bulletin de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation

Trimestriel N° 55 Décembre 2007 2,50 €
(Ce numéro aurait dû paraître en septembre 2007)

SOMMAIRE

Les opérations de tueries mobiles et les centres de mise à mort dans l'extermination des juifs d'europe.....	1	La Fondation aux « Rendez-vous de l'Histoire » à Blois.....	15
Un nouveau concept d'accueil des associations par la Fondation	14	Hommage de la Fondation à l'un de ses fondateurs disparu	
		Claude Meyroune	16

LES OPÉRATIONS DE TUERIES MOBILES ET LES CENTRES DE MISE À MORT DANS L'EXTERMINATION DES JUIFS D'EUROPE

Avant-propos

La revue Mémoire Vivante a consacré une série de numéros à l'histoire du système concentrationnaire et des camps de concentration, n'abordant, jusque-là, l'extermination des Juifs d'Europe qu'au travers des dossiers « Auschwitz » et « Maidanek », les deux seuls camps de concentration auxquels ont été associés des installations de mise à mort de masse.

Nourrir la réflexion sur le nazisme et les crimes commis par lui, l'un des objectifs permanents de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, en particulier au travers des séminaires de mémoire qu'elle organise et de sa contribution aux dossiers du concours national de la Résistance et de la Déportation, passe évidemment par l'évocation de la plus grande entreprise criminelle de l'histoire, à savoir l'élimination des Juifs et du judaïsme de l'Allemagne d'abord, puis de la partie de l'Europe sous influence ou occupation allemande.

En abordant ce sujet particulièrement complexe et douloureux, objet de nombreuses études et travaux (passés ou en cours), parfois suivis de débats passionnés, Mémoire Vivante souhaite mettre à la disposition de ses lecteurs quelques clés et quelques données de référence, leur laissant le soin d'approfondir la question s'ils le souhaitent (une bibliographie indicative est donnée en fin de dossier).

La première partie traite ce que l'on peut appeler les prémisses, c'est-à-dire l'ensemble des dispositions préliminaires au passage à l'acte génocidaire proprement dit, la seconde partie aborde le passage à la « Solution finale », assurée d'abord par les Einsatzgruppen et la troisième partie traite des centres de mise à mort par gaz, Auschwitz et Maidanek exceptés, puisque déjà évoqués dans des numéros précédents.

Nous proposerons enfin en conclusion quelques pistes de réflexions.



ÉTABLISSEMENT RECONNU D'UTILITÉ PUBLIQUE (DÉCRET DU 17 OCTOBRE 1990)
PLACÉ SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
30, boulevard des Invalides – 75007 Paris – Tél. 01 47 05 81 50 – Télécopie 01 47 05 89 50
INTERNET : <http://www.fmd.asso.fr> – Email : contactfmd@fmd.asso.fr

1^{re} partie : Les prémices

Le programme du parti national socialiste allemand (NSDAP) repose sur une conception nationaliste et raciste¹ de l'Allemagne et de la sphère d'influence germanique en Europe. Le peuple germanique, communauté de langue allemande et de « sang aryen », est considéré comme d'essence supérieure et donc destiné à devenir la puissance dominante en Europe. Pour vivre et se développer il doit en outre disposer de terres nouvelles à coloniser. Ce destin grandiose, abondamment développé dans « *Mein Kampf* »², passe par le réarmement de l'Allemagne, l'édification d'une société nouvelle régie par les idéaux nationaux-socialistes, la conquête d'un espace vital³, l'asservissement des peuples inférieurs, l'anéantissement militaire des puissances rivales (France, URSS, puis Angleterre voire Etats Unis), l'élimination du bolchevisme et l'éradication des races inférieures qui compromettent le sang aryen, au premier rang desquelles la « race juive », considérée comme l'ennemi par excellence du peuple germanique. Avec l'arrivée de Hitler au pouvoir, va se mettre en marche un processus irréversible de haine et de guerre dont les Juifs seront l'une des cibles privilégiées, seulement parce qu'ils sont juifs.

Dans son étude sur la destruction des Juifs d'Europe, Raul Hilberg⁴ décrit ce processus d'élimination des Juifs au travers de cinq étapes : l'identification, l'expropriation⁵, la concentration (ghettos et camps), les déportations, et l'extermination, cette dernière accomplie en deux étapes, d'abord par des opérations de tueries mobiles exécutées par les *Einsatzgruppen*, puis à l'aide de véritables usines de mort. Peter Longerich⁶ de son côté détaille sept phases : exclusion des Juifs de la vie publique (1933-fin 1934), ségrégation et discrimination de grande envergure (fin 1934-fin 1937), privation des droits et émigration forcée (automne 1937-1^{er} octobre 1939), persécution (1939-1941), massacre de la population civile juive en Union soviétique et genèse de la solution finale (1941), lancement de la politique d'anéantissement à l'échelle européenne (1942), poursuite et extension géographique du génocide après le tournant de la guerre (1942-1945). Christopher Browning⁷

1. Hitler écrivant dans *Mein Kampf* : « La question raciale est la clé de l'histoire du monde (...) la lutte d'un peuple pour la vie » est en réalité héritier du darwinisme social de Gobineau « *Essai sur l'inégalité des races humaines* » (1853) et de Houston Chamberlain (gendre de Wagner), auteur de « *Les assises du Dix-neuvième siècle* » (1899) qui présente l'histoire comme une lutte de races, expliquant la décadence de l'humanité par la corruption du sang.

2. Écrit par Hitler au cours de sa détention, elle même consécutive à sa tentative manquée de putsch à Munich, le 9 novembre 1923.

3. *Lorsque le Pays allemand aura regroupé tous les Allemands, s'il se révèle incapable de les nourrir, de la nécessité pour ce peuple de vivre, naîtra le droit moral d'acquérir des terres étrangères. L'épée remplacera alors la charrue, et les larmes nées de la guerre prépareront les moissons du monde futur.* Extrait de « *Mein Kampf* » ch 1.

4. Raul Hilberg, *La destruction des Juifs d'Europe*, Gallimard, col. Folio Histoire, Paris 2006, 3 tomes (2100 p.).

5. 28 mars 1933, boycott des magasins juifs décidé en conférence ministérielle et préparé par les comités d'action du NSDAP.

6. Peter Longerich, « *Politik der Vernichtung. Eine Gesamtdarstellung des nationalsozialistischen Judenverfolgung*. Politique de l'anéantissement. Une représentation globale de la persécution national-socialiste des juifs », Piper. Munich 1998.

7. Christopher Browning, *Les origines de la Solution finale L'évolution de la politique antijuive des nazis septembre 1939-mars 1942*, Les Belles lettres, Paris 2007 (631 p.).

quant à lui, évoque « l'éventail habituel des mesures antijuives : enregistrement, exclusion de nombreux emplois et activités sociales, expropriation, marquage et travail forcé », précédant la phase ultime de mise à mort.

Ces étapes, globalement concordantes sont à rapprocher d'une recherche plus récente et plus générale de Jacques Séminel⁸ sur les mécanismes qui conduisent aux crimes de masse, entendus comme *forme d'actions, le plus souvent collectives, de destruction de non-combattants*.

Séminel après avoir évoqué des situations types pouvant déboucher sur les massacres de masse (situations de crise économique, institutionnelle, géopolitique, ou de guerre civile, associées ou pas à des slogans racistes), insiste sur le rôle des *représentations*, qu'il situe en amont du processus. Pour lui, le massacre relève d'un processus mental, d'un « imaginaire de l'ennemi opposé à l'imaginaire de soi », d'une perception de l'Autre. Chaque être humain peut avoir des fantasmes de destruction. Dans le cas du crime de masse ces fantasmes basculent dans la réalité collective. Il tente donc d'analyser l'articulation entre imaginaire et réel. Pour lui, l'exploitation de la peur, ou de l'inquiétude facilite la définition d'entités mythiques à partir desquelles se construisent en interaction un « *Eux* », figuratif de l'ennemi et un *Nous*, sensé incarner le bien. Le discours des leaders d'opinion participe de ce processus en proposant, par exemple, leur lecture de la situation : *le pays ne va pas bien, mais si nous commençons par nous débarrasser de ces gens là ça irait beaucoup mieux*, ou une relecture de l'histoire : *le Nous, victime de l'histoire* (discours des nazis après 1918 mais aussi plus récemment discours des dirigeants Serbes), *est appelé à la reconquête de son honneur et de sa gloire* ». La haine devient antidote de la peur⁹, générant une sorte d'alchimie, fondamentale pour comprendre la logique du passage aux actes. La figure de l'ennemi est variable : l'Autre peut être celui qui est différent (caractéristiques morphologiques, convictions, mode de vie), ou trop nombreux (problème quantitatif lié à une détérioration de la situation économique) ou encore un frère devenu ennemi, complotant contre le *Nous* (Pol Pot). Les discours construisent ainsi des cadres de sens à partir desquels peut, dans certaines circonstances extrêmes, advenir le crime de masse, commis par des hommes pourtant, selon Browning « *terriblement normaux* ». Le rôle de l'Etat, de la propagande, des polices secrètes et de la guerre modifie le rapport à l'Autre, altère les personnalités et facilite le passage à l'acte.

Cette approche correspond au processus engagé par les nazis qui ont développé une conception délirante des juifs et préparé psychologiquement le génocide. Une propagande savamment orchestrée les désigne en effet à la vindicte populaire. Elle fait pour cela appel à toutes les ressources de la phraséologie antisémite en vogue à la fin du XIX^e siècle, tendant à ridiculiser le Juif, et fait de lui l'ennemi parfait du peuple allemand, coupable du complot judéo-bolchevique, du « *coup de poignard* » dans le dos en 1918, l'ennemi de la « race germanique (aryenne) » dont il entrave la marche et le développement.

8. Directeur de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (CERI) du CNRS.

9. La référence à la peur est aujourd'hui encore largement utilisée dans certains cercles politiques.

Cette phase conceptuelle s'accompagne de mesures bureaucratiques visant à définir au sein de la population allemande « qui est juif et qui ne l'est pas ». Les lois raciales¹ édictent des normes (présentées comme « scientifiques »), et des règles administratives d'identification et de classement des Juifs, comportant des nuances subtiles entre « métis au 1^{er} degré et au 2^e degré (quart de Juif et demi-Juif²) » selon les ascendances. Ces normes sont reprises, de façon parfois aggravée, dans certains pays alliés du Reich³ ou occupés par lui, dont notamment l'Etat français de Vichy⁴ qui pratique un antisémitisme d'Etat.

Dans la phase suivante le Juif, identifié et marqué, est exclu de la communauté nationale germanique, déchu de sa nationalité, objet de ségrégation dans les actes de la vie courante (transports, loisirs etc.), privé de ses droits civiques (notamment du droit de se marier librement), de ses moyens d'existence (interdiction d'exercer), spolié de ses biens, de sorte qu'il n'ait, comme ultime recours, que l'émigration, la dépendance à l'égard du pouvoir nazi (qui l'exploite alors comme main d'œuvre forcée), ou le suicide de désespoir. Raul Hilberg décrit très précisément⁵ ce processus de dégradation de la condition des Juifs du Reich, « l'aryanisation » des entreprises et biens juifs, la spoliation des familles, et jusqu'au racket d'Etat, organisé sur les revenus ou ressources résiduelles des Juifs résidant encore en Allemagne ou en Autriche rattachée. Götz Aly et Suzanne Heim dans leur ouvrage « les architectes de l'extermination »⁶ passent en revue la mise en œuvre des plans de germanisation de l'Europe orientale⁷ et dénoncent clairement les soubassements technocratiques de la criminalité d'Etat. Ils décrivent des procédures similaires d'identification, d'exclusion civique et économique des Juifs, appliquées cette fois dans le Gouvernement général⁸ ainsi que dans les territoires occupés plus à l'est, de concentration dans des ghettos (Lódz, Cracovie, Lublin, Lvov, Varsovie, etc.), d'exploitation comme main d'œuvre forcée, jugée parfois économiquement peu rentable : maints « experts » voient dans ces ghettos une charge inutile pour l'économie et le capital allemands et plaident ouvertement pour l'élimination de cette population, par des procédés

divers (famine programmée, épuisement, épidémies, envoi vers les centres de mise à mort).

Le processus de « rationalisation de l'économie » entrepris commence donc par l'élimination de tous les éléments juifs de la vie économique⁹ et se poursuit avec l'extermination de plus 5 millions de Juifs en Europe, jusqu'au naufrage final du Reich nazi dans la guerre qu'il a lui-même voulue.

2^e partie : Les opérations de tueries mobiles derrière la Wehrmacht en URSS

Le déclenchement des hostilités contre l'URSS est pour Hitler l'occasion d'une confrontation finale, qu'il qualifie de guerre d'extermination (*Vernichtungskrieg*) avec le judéobolchevisme. Il postule que la bataille à venir verra s'affronter deux conceptions du monde. Elle lui offre la possibilité d'atteindre trois de ses objectifs : la conquête d'un espace vital à l'Est, la destruction du communisme et l'extermination de la « race juive ». Cinq semaines après le déclenchement de l'attaque contre la Pologne, Hitler annonce « des efforts pour clarifier et résoudre le problème juif ».¹⁰

L'occasion se présente donc à lui de passer à l'étape ultime : la « Solution finale de la question juive ». Elle vise les Juifs du Reich et ceux des pays envahis. Le qualificatif « finale » implique à la fois qu'une solution est trouvée et qu'elle est définitive. Comme Himmler se plaît à le souligner, « il n'y aurait ensuite plus jamais de problème juif à résoudre ».

L'anéantissement des Juifs se décompose en deux grands ensembles d'opérations :

– le premier, confié aux *Einsatzgruppen*, consiste en opérations de tueries mobiles¹¹ au cours desquelles les tueurs, les *Einsatzkommandos* pourchassent leurs victimes,

– le second ensemble consiste en des opérations de transfert des Juifs, préalablement regroupés dans des ghettos ou des centres d'internement, vers les installations de gazage, les victimes étant cette fois livrées à leurs bourreaux.

Dans sa directive 21 à Jodl, en mars 1941, Hitler fixe le rôle des *Einsatzgruppen*. Pour ne pas gaspiller ses ressources militaires à des tâches d'occupation et de contre-guérilla, il prescrit d'éliminer le plus grand nombre possible de personnes, en particulier les cadres communistes et tous éléments criminels qui « pourraient » faire obstacle à la progression de la Wehrmacht¹². Ces « tâches » sont confiées à des unités de SS épaulées par 26 bataillons de police et assistés par des unités de police auxiliaire (formées de volontaires nationalistes ukrainiens

1. 7 avril 1933 décret d'exclusion des Juifs de la fonction publique, 30 juin 1933 Loi interdisant aux fonctionnaires de se marier avec une juive, *numerus clausus* dans les écoles et les universités, hôtels, cinémas, piscines, places assises dans les transports collectifs sont interdits aux Juifs. Lois de Nuremberg (septembre 1935) « pour la protection du sang allemand » excluant les Juifs de la *Volksgemeinschaft*.

2. Les demi-juifs sont déclarés Juifs s'ils pratiquent la religion juive et se sont mariés à la synagogue, sont déclarés de « sang allemand » dans le cas contraire... Ainsi alors que Hitler affirmait dans *mein Kampf* que la définition du juif était raciale et non religieuse, les légistes du Reich revenaient au critère religieux tant l'inconsistance du critère biologique était patente.

3. On se référera aux lois raciales édictées en Italie fasciste.

4. Cf. Statut des juifs promulgué en octobre 1940 par Pétain.

5. Voir en particulier tome I, chapitre V intitulé « l'expropriation » in *la destruction des juifs d'Europe*. Opus cité.

6. Götz ALY et Suzanne HEIM, *Les architectes de l'extermination Auschwitz et la logique de l'anéantissement* Mémorial de la Shoah – Calmann-lévy, traduit de l'anglais par Claire Darmon, Paris 2006 (440p)

7. Menés sous l'égide du commissariat du Reich pour le renforcement de la nation allemande à la tête duquel se trouve Himmler (*Reichskommissar für die Festigung deutschen Volkstums*, ou RKF).

8. Appellation officielle de la partie non directement annexée de la Pologne, soumise à « aryannisation » forcée et promise à la colonisation des Allemands.

9. Selon un rapport de la *wirtschaftliche Leistung 3*, daté de juillet 1944, en 1939 sur 195000 entreprises dans le Gouvernement général, la rationalisation se traduisait par :

– exclusion progressive des Juifs : 112 000 (en fait 109 000 fermetures et 3 000 « aryannisations »);
– destructions opérées par les bolcheviques en Galicie : 18 500;
– fermetures suite à réorientation d'activités des propriétaires fin 1941 : 3 100;
– fermetures postérieures (1942 1943) : 10 500.

10. Cf. *Les architectes de l'extermination Auschwitz et la logique de l'anéantissement*, opus cité, p. 99.

11. Selon l'expression de Raul Hilberg, opus cité, p. 488.

12. Selon Christopher Browning l'amalgame partisan-juif est implicite et d'ailleurs largement partagé par la Wehrmacht.



Réinstallation au ghetto de Lódz en septembre 1942. © Expo permanente Wannsee.

et baltes), le tout représentant un effectif d'environ 33 000 hommes. Ces troupes spéciales sont articulées en 4 groupes opérant directement derrière le front, et tactiquement subordonnés à la Wehrmacht. En revanche leurs missions sont reçues, en principe, directement du RSHA.

Dans l'euphorie d'une victoire initialement facile, Himmler prend des dispositions pour renforcer l'effectif des *Einsatzgruppen*. Le 19 juillet 1941, il affecte une brigade de cavalerie SS de 4 000 hommes, successivement au secteur Centre puis Sud.

On connaît avec précision la composition et l'activité des *Einsatzgruppen* grâce à leurs rapports quotidiens et à leurs abondantes archives photographiques. Articulés en quatre détachements, de la valeur d'un gros bataillon. Ils sont numérotés du nord vers le sud, en *Einsatzgruppe A* (groupe d'armée Nord)¹, *Einsatzgruppe B* (Groupe centre),

1. Composition du *Einsatzkommando A* d'après un rapport du 15 octobre 1941 :

- Waffen-SS	340
- Motocyclistes	172
- Administration	18
- Service de sécurité (SD)	35
- Police criminelle (Kripo)	41
- Police d'Etat (Stapo)	89
- Police auxiliaire	87
- Police régulière	133
- Personnel féminin	13
- Interprètes	51
- Opérateur télescripteur	3
- Opérateur radio	8
Total	990

C (Groupe sud), *Einsatzgruppe D* (11^e Armée opérant à l'extrême sud) ; ils sont eux-mêmes subdivisés en *Einsatzkommandos* et *Sonderkommandos* de la valeur d'une compagnie. Dès l'ouverture des hostilités, ces *Kommandos* motorisés arrêtent et fusillent sur place et sans jugement, en dehors de toutes les lois de la guerre, tous les individus soupçonnés d'être dangereux, commissaires politiques, membres du parti communiste, juifs.

Au cours d'une première vague de tueries, seuls les hommes sont fusillés. Après la venue d'Himmler en juillet 1941 dans l'Ostland², les tueries de femmes et d'enfants juifs se multiplient, les *Kommandos* revenant souvent à plusieurs reprises sur les mêmes lieux pour parachever les massacres.

De nombreux récits éclairent avec une précision souvent insoutenable cet apprentissage de la tuerie de masse. Le succès des opérations dépend la plupart du temps des autorités militaires, de la population locale et des Juifs eux-mêmes. L'armée régulière livre des Juifs aux *Einsatzgruppen*, qu'elle requiert elle-même pour certaines opérations, ou participe à certaines exécutions collectives voire fusillades d'otages juifs en « représailles » à des attaques contre les troupes d'occupation. La haute hiérarchie de la Wehrmacht et une bonne partie du corps de ses officiers, par influence de la propagande ou par convictions personnelles, considèrent les Juifs comme a priori suspects dans les territoires conquis. Sans que tous ses membres aient été des criminels, l'institution de la Wehrmacht participe de façon significative aux crimes nazis.



Einsatzgruppen en action. © Yad Vashem.

2. Territoires situés à l'Est de la Pologne.



Einsatzgruppen en action. © Yad Vashem.



Einsatzgruppen en action. © Yad Vashem.



Familles juives regroupées en Ukraine avant exécution. © Yad Vashem.

Par ailleurs les *Einsatzgruppen* trouvent auprès de certaines catégories de population un soutien important sous forme de pogroms (explosion de violence d'une communauté contre le groupe juif qui vit au milieu d'elle) ou d'engagements dans des polices auxiliaires qui collaborent aux massacres¹. Les *Einsatzgruppen* établissent régulièrement le bilan global des opérations intervenues dans leur zone². Au cours de la première vague, juin juillet août 1941, leurs unités annoncent dans leurs rapports environ cent mille tués par mois. En septembre 1941, il est clair que les résultats de la première vague de massacres sont insuffisants pour « régler la question juive » et il devient nécessaire d'adopter des mesures transitoires analogues à celles déjà en vigueur en Pologne : définition, expropriation, concentration. Les premières concentrations sont appliquées par les unités mobiles elles-mêmes. Les *Einsatzgruppen* imposent le marquage, constituent des ghettos et nomment des Conseils juifs pour les gérer, de manière à diriger la colère suscitée par la pénurie organisée contre ces Conseils. Mais dans la plupart des cas, la concentration systématique est l'œuvre des autorités militaires et civiles qui exercent des fonctions de gouvernement dans les zones occupées. Dans presque toutes les localités les Juifs sont refoulés vers des quartiers clos. L'un des premiers est celui de Kaunas en Lituanie, où la population juive est entassée dans le quartier de Viliampole.

Une réorganisation administrative place l'ensemble des territoires conquis sous l'autorité d'Alfred Rosenberg, ministre du Reich pour les territoires occupés. Les unités spéciales provoquent des tueries dans les zones de regroupement des populations juives, non sans récriminations de la Wehrmacht, dès lors qu'elle exploite cette main d'œuvre à son profit. Sans ordre formel de tuer, les chefs de petits détachements ont connaissance de leurs nouvelles missions à des moments différents et par divers canaux, les commandants des *Einsatzgruppen* n'étant d'ailleurs pas toujours informés les premiers.

Le bilan des opérations entre juillet 1941 et janvier 1943 peut être estimé à plus d'un million de victimes³. Mais ces chiffres sont sans cesse réévalués par les travaux de recherche sur les archives ou sur les traces.

1. Le SS-Brigadeführer SS Tahlecker, (Einsatzgruppe A) dans un rapport d'octobre 1941 juge important d'établir que la population « libérée » prend les mesures les plus sévères contre l'ennemi bolchevique et juif, et ce de sa propre initiative et sans instruction des autorités allemandes.

2. Le 15 octobre 1941, le *Einsatzgruppe A* fait état de 125 000 Juifs fusillés.

3. Selon les comptes rendus des divers *Einsatzgruppen*, cités par Raul Hilberg, (opus cité tome 1, p 707 et 708) le bilan serait de 900 000 morts mais ne représenterait qu'environ deux tiers de Juifs victimes des opérations de tueries. Les autres moururent dans des circonstances différentes (exécutions additionnelles en forêt ou dans les champs, actions menées par les populations locales elles-mêmes, privation dans les ghettos, centre d'internement).

3^e partie :

Les centres de mise à mort¹

Les succès initiaux spectaculaires contre l'Union soviétique et l'euphorie qui les entoure, déclenchent une série de réactions en août, septembre et octobre 1941 chez les principaux responsables nazis.

Jusque là, la question juive s'est résolue au travers d'expulsions, accompagnées de tueries instantanées et d'une politique d'usure provoquant la mort dans les ghettos. Mais les perspectives changent et la fin de la guerre paraît imminente. Du coup la perspective d'une Europe sans Juifs revient en force

Certains hauts responsables font pression pour des déportations immédiates de Juifs, d'autres, craignant de recevoir les déportés, s'y opposent. D'autres enfin se prononcent en faveur de la liquidation immédiate de leur population juive ou anticipent en la commençant effectivement. Les massacres perpétrés par les *Einsatzgruppen* contre les Juifs soviétiques, en ciblant de plus en plus les femmes et les enfants² juifs, indiquent qu'une étape décisive a été franchie vers l'extermination systématique.

Dans le Reich, le marquage des Juifs par l'étoile jaune instauré en septembre 1941 prélude aux déportations qui suivront. Hitler tarde pourtant à les autoriser ne les envisageant que pour l'après guerre, qu'il estime imminente. Mais l'annonce de la déportation par les Soviétiques, des Allemands de la Volga en Sibérie³ et les nombreuses sollicitations dont le Führer est l'objet pour procéder à ces déportations, ajoutées à un développement positif de la situation militaire sur le front russe (chute de Kiev, capture de 665 000 soldats soviétiques), le poussent finalement à autoriser la déportation des Juifs de Reich à l'Est au cours de réunions qui se tiennent à la Chancellerie les 23 et 24 septembre 1941.

L'objectif consiste d'abord à vider le Reich et le protectorat de Bohême Moravie (partie de la Tchécoslovaquie non annexée) de tous les Juifs qui y sont encore, d'ici la fin de l'année 1941. 20 000 Juifs et 5 000 Tsiganes du Reich sont alors envoyés à Lódz. Toutefois ces envois aggravent les difficultés en zone de réception, compte tenu de la situation déjà dramatique des ghettos au plan alimentaire et sanitaire, et soulèvent des protestations des responsables locaux, de Lódz, Riga, Kaunas et Minsk. En divers autres lieux (Serbie, Roumanie), les exhortations aux assassinats de masse des Juifs européens anticipent la « solution finale ». Faute de pouvoir évacuer ces populations plus à l'Est, l'élimination des uns pour faire de la place aux autres devient « une partie de la solution ».

1. Les synthèses relatives aux différents centres de mise à mort résultent du croisement des données figurant dans les ouvrages suivants : *La destruction des Juifs d'Europe* Raul Hilberg (opus cité), *Les origines de la Solution finale. L'évolution de la politique antijuive des nazis septembre 1939-mars 1942* Christopher Browning (opus cité) *Les chambres à gaz secret d'Etat* Eugène Kogon, Hermann Langbein, Adalbert Rückerl, traduit de l'allemand par Henry Rollet, éditions de Minuit, 3^e édition, 2000; film *Shoah* de Claude Lanzmann.

2. Se reporter à l'étude de Ralph Ogorreck *Die Einsatzgruppen und die « Genesis der Endlösung*, (Les Einsatzgruppen et la genèse de la solution finale) Metropol, Berlin, 1996.

3. 14 septembre 1941 : Otto Braütingam envoyé par Alfred Rosenberg livre l'information et propose en riposte la déportation de tous les Juifs d'Europe centrale à l'Est.

Les massacres par balles présentant, aux yeux des responsables nazis, de graves inconvénients en raison de leurs conséquences psychologiques sur les bourreaux, du nombre de témoins civils et militaires qui les observent et prennent des photos qui circulent, l'impossibilité enfin de garder le secret sur de telles opérations, incitent Himmler, en visite à Minsk le 15 août 1941, à prescrire de rendre le processus moins voyant et moins éprouvant (plus « humain »... déclare-t-il). Des camions à gaz utilisant des bouteilles de monoxyde de carbone mis au point en 1940 pour gazer des aliénés en Poméranie dans l'ex corridor polonais, sont envoyés aux *Einsatzgruppen* de Pologne. Toutefois l'usage des bouteilles s'avère impropre aux opérations en zone soviétique du fait des difficultés d'approvisionnement qu'elles entraînent, et un nouveau modèle de camion est mis au point. Des châssis de camions Saurer sont équipés d'un compartiment arrière étanche réalisé par la firme Gaubschat de Berlin. Un circuit est prévu pour dévier les gaz d'échappement vers le compartiment arrière étanche et le réglage de l'allumage permet d'optimiser la quantité de monoxyde de carbone émise. Le dispositif est testé sur des prisonniers russes du camp de Sachsenhausen et remplit parfaitement son office. La firme Gaubschat reçoit alors un contrat de trente unités, envoyées sur le territoire de l'Union soviétique et de la Serbie, aux *Einsatzgruppen*, qui les utilisent en particulier pour tuer les femmes et les enfants. Herbert Lange reçoit la promesse de la chancellerie du Reich d'obtenir quelques uns de ces camions pour Chelmno.

Fin octobre se dessinent ainsi les contours qu'empruntera la destruction totale des Juifs d'Europe, dans laquelle s'engage l'Allemagne. Au cours de la dernière semaine, même si aucun plan précis visant à une telle destruction n'est encore à l'ordre du jour, l'entourage du Führer est conscient de ce qu'Hitler attend et de la direction générale dans laquelle il compte s'engager. Le concept est là, la planification va suivre, la période du printemps 1942 est retenue pour commencer les massacres de masse. Les Juifs d'Europe, regroupés dans des ghettos, seront dirigés alors vers des centres secrets, conçus pour donner la mort par gaz毒ique.

Les centres de mise à mort

La création des centres de mise à mort en territoire polonais constitue un fait sans précédent dans le processus de destruction, contrairement aux phases préliminaires. Le centre de mise à mort n'a pas d'ancêtre. La partie camp et la partie chambre à gaz ont bien chacune leurs antécédents, mais la fusion des deux systèmes est en soi une innovation. Ces centres font leur apparition fin 1941 et courant 1942, au moment où l'extension du système concentrationnaire et des ghettos atteint son apogée.

Les innovateurs conceptualisent la notion de camp d'extermination (*Vernichtungslager*) en rassemblant les éléments de plusieurs programmes expérimentés séparément :

– le camp de concentration, rodé depuis 1933, garantissant le secret surtout en Europe de l'Est,

– la technique du gazage du programme d'euthanasie¹ qui, combinée à un camion, fournit une méthode efficace pour tuer,

– enfin l'alimentation des usines de mort par un flux continu de victimes, rendu possible par l'expérience des planificateurs des différents services du Reich, dont le RSHA, et facilitées par les mesures préalables de concentration d'ores et déjà engagées.

Simultanément une technique de gazage au Zyklon B est testée à Auschwitz² à la fin de l'été 1941 tandis que les méthodes et personnels des instituts d'euthanasie sont importés vers des installations fixes, en Pologne. En octobre 1941, les sites de gazages se multiplient, dénotant qu'un changement décisif intervient dans la conception d'une solution de la question juive, qui ne passe plus par l'expulsion ou les tueries mobiles, mais par l'extermination programmée et bureaucratiquement organisée.



Odilo Globocnik.
© Expo permanente Wannsee.

Quand Himmler rend visite, le 20 juillet 1941, à Odilo Globocnik, SSPF³ pour Lublin, dans le Gouvernement Général, il lui donne instruction de faire édifier un grand camp de concentration à Lublin (Majdanek), tout en préparant le peuplement allemand du district. Plus tard et compte tenu de l'éloignement

des perspectives d'une victoire rapide sur l'Union Soviétique, Globocnik plaide pour un nettoyage général des Juifs dans tout le Gouvernement général qu'il présente comme indispensable à la sécurité des territoires de l'Est. Il s'en entretient avec Himmler, le 13 octobre et la création des centres d'extermination fait suite à cet entretien.

1. La chambre à gaz est « conçue » à la Chancellerie du Führer dans le but d'accorder « une mort miséricordieuse aux malades incurables ». Elle est réalisée dans les instituts d'euthanasie de Grafeneck (puis Hadamar), Brandenburg (puis Bernburg), Sonnenstein, et Hartheim, qui sont la préfiguration conceptuelle, administrative et technique de la « Solution finale ».

2. Il ne s'agit encore que d'une application du programme d'euthanasie aux détenus qui ne sont plus capables de travailler, connue sous le nom d'Aktion 14f13. Du fait de l'utilisation du vieux crématoire du premier camp d'Auschwitz pour éliminer les Juifs de l'organisation Schmelt inaptes au travail, l'idée d'un bâtiment à double fonction mûrit. Et lors de la construction du camp de Birkenau, prévu pour 100 000 prisonniers de guerre soviétiques, Karl Bischoff qui en a la charge et comprend qu'il va y avoir de nombreux morts, met au point des plans dans ce sens avec la firme Topf & Sohn. La conception d'un crématoire faisant aussi office de chambre à gaz, au *Stammlager*, consacre en outre une pratique déjà existante. Elle ne présume pas encore du rôle du camp dans la « solution finale », mais montre que l'idée de gazage associé est dans les esprits dès l'automne 1941.

3. SS-PF (SS und Polizeiführer, chef des SS et de la police) dans le Gouvernement Général, représentant personnel de Himmler.

Chelmno

L'opération engagée fin septembre dans le Wartheland (ou Warthegau), zone polonaise annexée au Reich, est la première à intervenir. Concepteur des gazages d'euthanasie à la Chancellerie du Führer, le Dr Brack saisit l'occasion d'une situation locale difficile au ghetto de Lódz pour envoyer au SSPF du Warthegau, Wilhelm Koppe, le Dr Herbert Lange, ancien responsable de l'« euthanasie » en Prusse orientale, comme spécialiste chargé d'expérimenter de nouveaux modes de gazage. Lange se rend sur le site de Chelmno (rebaptisé Kulmhof après l'annexion) à 80 Km au Nord Ouest de Lódz. Il devient responsable du *Sonderkommando* de Chelmno jusqu'à son remplacement par le SS-Hauptsturmführer Bothmann. Le site fonctionnera à deux reprises, de décembre 1941 à mars 1943, puis de juin 1944 à août 1944⁴ à l'aide de camions à gaz.

Chelmno est un lieu retiré, mais doublement accessible par voie ferrée, ce qui facilite l'acheminement des trains de déportés (moyennant toutefois un changement de matériel roulant à la gare de Warthebrücke, du fait du resserrement des voies) et par la route qui permet l'accès des convois routiers. Dans le cadre de la germanisation des terres entreprise après la chute de Varsovie, le village et quelques fermes sont déjà partiellement habités par des familles de colons allemands⁵. Les SS du *Sonderkommando* Lange s'installent dans les dépendances d'un ancien château à proximité de la station de chemin de fer. Le



Équipe de gardes à Chelmno. © Expo permanente Wannsee.

débarquement des déportés a lieu à hauteur d'une propriété appelée Powiercie, d'où ils sont conduits au moulin de Zawadki pour passer la nuit avant d'être dirigés, le lendemain matin, vers le château isolé des regards par une forte palissade en bois. Une partie du château est en ruine depuis la guerre de 1914-1918 mais dans l'autre Lange fait aménager une salle de déshabillage et les couloirs qui conduisent aux camions à gaz, auxquels on accède par une rampe. Une fois remplis, ces derniers sont mis en route et, lorsque les gaz ont agi, sont dirigés vers le « camp de la forêt », à environ 4 kilomètres, dans le bois de Rzuchow, (ou forêt de Maiden) où sont creusées les fosses

4. Les convois cessent d'arriver en août 1944 mais le *Sonderkommando* reste sur place jusqu'en février 1945 pour rouvrir les fosses communes et brûler les cadavres afin d'effacer toute trace des massacres.

5. La femme de l'instituteur allemand et l'un des « nouveaux colons » de Kulmhof sont filmés par Claude Lanzmann dans *Shoah*.

communes. Jusqu'en 1942¹ les cadavres y sont jetés et enfouis. Les installations sont démontées entre fin mars et début avril 1943, le château est entièrement dynamité et du gazon est semé sur les fosses communes.

Le centre est remis en activité une seconde fois en mai 1944, sous la responsabilité de l'un des ex-adjoints de Lange, le SS Hans Bothmann qui, avec des « anciens » de son *Kommando* est rappelé de la Division *Prince Eugène* en Yougoslavie (où l'ensemble du *Kommando Lange* avait été versé à l'issue de la première vague d'extermination de 1943), pour procéder à la liquidation des Juifs du ghetto de Litzmannstadt (Łódź). Au cours de cette seconde période, les arrivants des différents convois passent la nuit dans l'église, d'où par rotation, ils sont emmenés au « camp de la forêt » en camion à gaz.

Selon les documents et témoignages recueillis à l'occasion du procès de Bonn (1962-1963) intenté en assises contre les membres des *Sonderkommandos* Lange et Bothmann, et d'après les évaluations polonaises d'après guerre, plus de 300 000 personnes ont été exterminées à Chelmno, pour la majorité des Juifs du Wartheland, quelquefois d'autres pays, ainsi que 5 000 Tsiganes et occasionnellement des prisonniers de guerre soviétiques, probablement aussi quelques religieuses et enfants polonais indésirables.

Le *Sonderkommando* Bothmann reste en place à l'issue de l'opération, de la fin août 1944 jusqu'au début de février 1945 pour effacer les traces des massacres et, en particulier, rouvrir les fosses communes et brûler les cadavres. A l'annonce de la prise de Łódź par l'Armée rouge, les derniers Juifs encore vivants à Chelmno, employés à des corvées diverses, sont assassinés et le *Sonderkommando* disparaît. Claude Lanzmann a toutefois retrouvé deux survivants des massacres, Michael Podchlebnik et Simon Srebnik, et recueilli leur témoignage dans son film *Shoah*.

Chelmno, dans le plan d'extermination, est destiné en priorité à la population juive et tsigane du ghetto de Łódź et plus généralement du Wartheland. La désignation de Herbert Lange et la mise en place de camions à gaz (avec leurs spécialistes), prouvent l'implication au plus haut niveau des responsables du RSHA et du WVHA, et la parfaite adéquation de vues entre décideurs locaux et centraux (Berlin) quant aux buts poursuivis. Quant à la réactivation du centre et à la désignation de Bothmann, elles relèvent d'une décision personnelle de Himmler, dictée par les circonstances.

Belzec-Sobibor-Treblinka

L'extermination rapide de plus de 2 200 000 Juifs (selon les données allemandes) vivant dans les centaines de ghettos du Gouvernement Général, exige une planification minutieuse, tenant compte de la dispersion des ghettos, de la situation des camps, de leur capacité d'extermination et des moyens de transport nécessaires. Chaque centre reçoit la population concentrée dans une zone proche, en fonction de sa position géographique.

Belzec est destiné aux Juifs de Lwow (Galicie orientale) et de Cracovie (Galicie occidentale) ; Sobibor aux Juifs du

district de Lublin ; Treblinka à ceux de Varsovie et de Radom. Tel est, au moins, le plan initial, susceptible ensuite d'évolutions selon les circonstances. La coordination des opérations est assurée par le RSHA.

Belzec

Le 1^{er} novembre 1941, soit deux semaines après l'entretien Himmler-Globocnik d'octobre, le camp de Belzec est mis en chantier au sud-ouest du district de Lublin, le long d'une contre-voie de chemin de fer, à environ 500m de la gare desservie par la ligne Lublin-Zamosc-Rawa Ruska²-Lwow. L'organisation générale des installations est la suivante : une rampe de débarquement, une ou deux baraqués pour le déshabillage et le dépôt des vêtements et affaires personnelles, un boyau menant à une autre baraque où sont les chambres à gaz et, à la sortie des chambres, une voie permet d'accéder aux fosses d'ensevelissement (il n'y a pas de crématoires dans ces centres). Le site de Belzec se compose de deux camps, l'un servant à l'accueil et à l'administration, l'autre à l'extermination.

Le commissaire de police Christian Wirth, anciennement attaché au programme d'euthanasie, est nommé commandant du camp dans la deuxième quinzaine du mois de décembre 1941. Profitant de son expérience antérieure, il met au point son propre système alliant chambre à gaz fixe et production de gaz par moteur, idée déjà appliquée dans les camions à gaz. Il rejette la solution Zyklon B (dont il estime les livraisons trop voyantes pour ne pas éveiller les soupçons) et, après quelques essais avec des bouteilles de monoxyde de carbone, se décide finalement pour un système alimenté par les gaz d'échappement d'un puissant moteur de 250 CV.

Le camp est classé « «zone secrète» et son accès rigoureusement interdit. A l'arrivée des trains les cheminots sont relevés par une équipe spéciale. L'aspect général



Christian Wirth.
© Expo permanente Wannsee.



Equipe de garde à Belzec. © Expo permanente Wannsee.

1. Date d'entrée en service des deux fours crématoires.

2. De nombreux prisonniers de guerre évadés français, repris et envoyés au camp de représailles de Rawa-Ruska ont vu passer les trains de déportés juifs dirigés vers Belzec.

du camp 1 se veut rassurant pour donner l'impression d'un camp de transit (c'est d'ailleurs le discours tenu aux futures victimes à leur débarquement). Cette impression est confirmée par les modalités du déshabillage, présenté comme mesure d'hygiène après le transport, les hommes et les femmes (avec les enfants) étant initialement séparés. Parmi les nouveaux arrivants, les SS prélevent quelques douzaines d'hommes jeunes et forts qu'ils envoient directement au camp 2, pour la manipulation des cadavres à la sortie des chambres à gaz et leur dépôt dans les fosses communes. D'autres sont chargés des vêtements et objets personnels déposés par les victimes qu'ils transportent au tri, d'autres enfin transportent directement vers les fosses communes les morts des convois et les personnes incapables de se déplacer, qui sont abattues au bord des fosses. Ces équipes de corvées sont à leur tour périodiquement éliminées et renouvelées.

Les opérations d'extermination des Juifs de Lublin débutent le 17 mars 1942, date du lancement de « l'opération Reinhard¹ » visant à supprimer en priorité les Juifs du Gouvernement général. En quatre semaines, du 17 mars au 14 avril 1942, 30 000 des 37 000 habitants du ghetto de Lublin, environ 18 000 autres des environs de Lublin (Zamosc, Piaski, Izbica, etc.), 15 000 du ghetto de Lwow, 5000 de Stanislawow, 5 000 de Kolomija, d'autres encore de Drohobycz et Rawa-Ruska, classés pour la plupart « inaptes au travail », sont exterminés à Belzec. Au total, dans cette période, près de 80 000 personnes sont exterminées parce que juives.

Les installations de gazage en bois à Belzec, sujettes à des défaillances techniques et à des pannes et l'accumulation des cadavres en décomposition dans les fosses communes devenues insuffisantes posent d'énormes problèmes. L'ordre de Himmler du 19 juillet 1942 d'exterminer tous les Juifs du Gouvernement général et l'arrivée de nouveaux convois de Laszczow, Komarov (près de Zamosc) de Cracovie et de ses environs, provoquent, début juin, une saturation des capacités de traitement des installations. Wirth fait suspendre les opérations en mai ou juin et, au cours de l'été, six nouvelles chambres à gaz en pierre et béton sont construites disposées de part et d'autre d'un couloir et reliées au moteur extérieur. Elles remplacent les installations de première génération, néanmoins conservées comme appoint éventuel. La capacité atteinte permet de traiter rapidement l'équivalent d'un convoi d'une quinzaine de wagons (environ 1500 personnes) d'un seul coup. Après la construction des nouvelles installations, Wirth est promu inspecteur des trois camps de Belzec, Sobibor et Treblinka et remplacé par le SS *Hauptsturmführer* Gottlieb Hering.

Le terme des exterminations de l'opération Reinhard est fixé par Himmler au 31 décembre 1942. A cette date, il faut rappeler que le camp d'Auschwitz atteint sa pleine capacité et peut désormais recevoir des convois de toute l'Europe.

Belzec est le premier camp où cessent, début décembre 1942, les opérations de mises à mort. Mais le camp ne disparaît pas encore et jusqu'en mars 1943, les fosses sont

1. Nom conféré à l'opération après que des résistants tchèques aient abattu Reinhard Heydrich, chef du RSHA, à Prague.

rouvertes et les cadavres brûlés en plein air dans de nouvelles fosses spécialement aménagées avec des rails de chemin de fer en grils géants. Cette mission incombe à des *Kommandos* spéciaux² chargés également de faire disparaître les constructions et l'infrastructure. Des corvées de détenus, dites « colonnes des cendres » sont constituées pour réduire les os en poudre. Cendres et poudre sont ensuite répandues dans les anciennes fosses, mélangées à du sable et des graviers. Le tout est recouvert de terre réensemencée. Des arbres sont replantés. Enfin les corvées spéciales de Juifs utilisées à ces ultimes travaux sont à leur tour envoyées en d'autres lieux et éliminées. Au total, entre mars et novembre 1942, Belzec permet l'extermination de 550 000 Juifs (selon les chiffres cités par Raul Hilberg).

Sobibor

L'administration centrale des constructions SS de Lublin retient le site de Sobibor pour la création d'un camp d'extermination, en raison de la proximité d'une voie ferrée et du caractère discret du site. L'implantation est décidée à l'ouest de la gare, dans un secteur masqué par une petite forêt de conifères, une voie de service permettant l'acheminement des trains de déportés à l'intérieur du camp jusqu'à la rampe de débarquement. La construction est entreprise en mars 1942, sous la conduite du SS-*Obersturmführer* Richard Thomalla avec de la main d'œuvre locale (Belzec est déjà en action). En avril, le SS *Hauptsturmführer* Franz Stangl est nommé commandant du camp et commence par effectuer une liaison d'information auprès de Wirth à Belzec. Thomalla est alors détaché à Treblinka, tandis que des Juifs du ghetto de Lublin sont amenés en renfort à Sobibor pour accélérer les travaux.

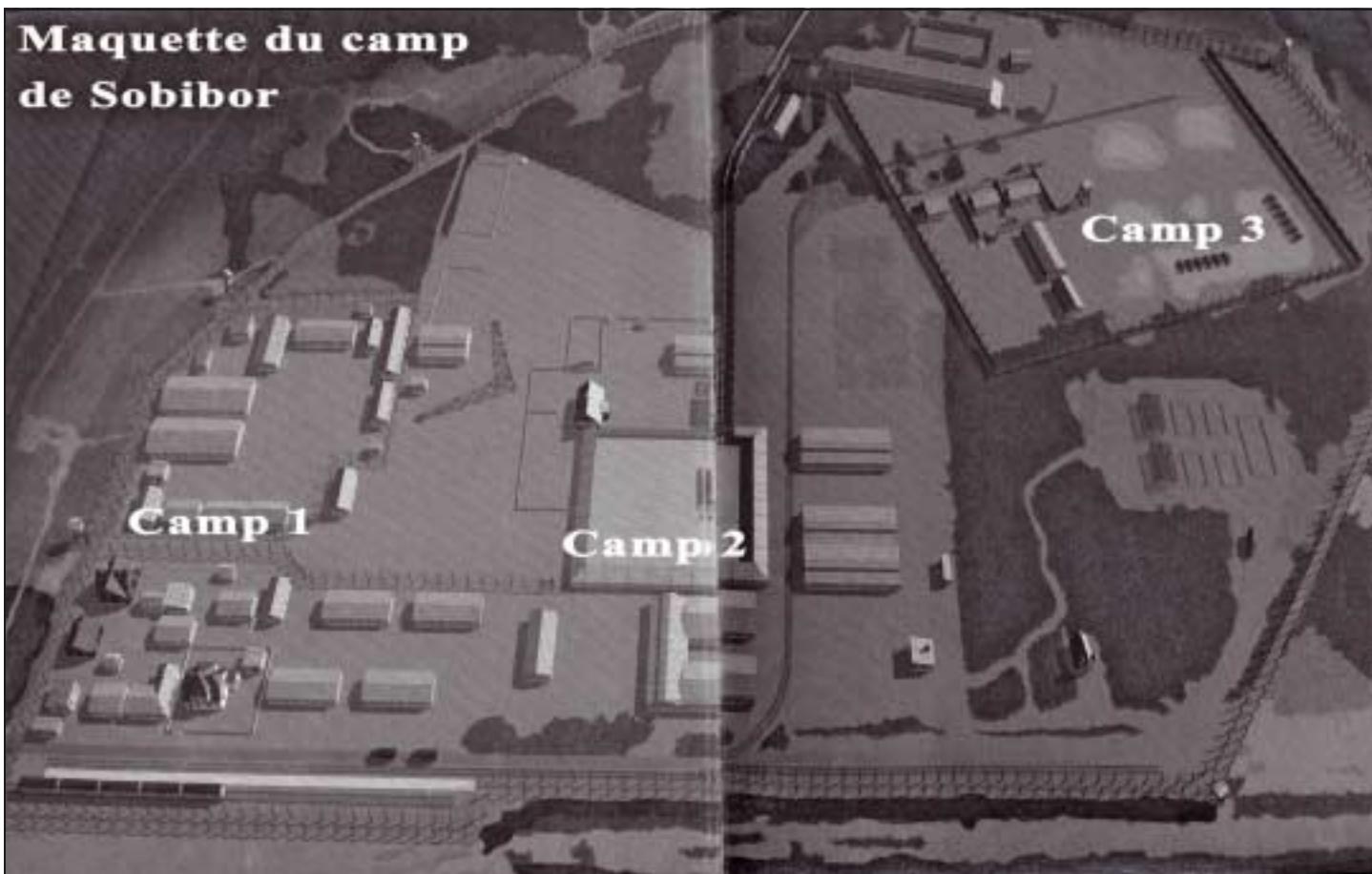
Le camp de Sobibor est divisé en trois secteurs : le premier ou camp 1, réservé à l'administration, comporte deux parties, l'une située immédiatement à l'entrée du camp avec le quai de débarquement et des logements pour les SS, les auxiliaires Ukrainiens et les personnels de service, l'autre, réservée aux Juifs sélectionnés pour le travail, avec des baraqués logement, les cuisines et une série de baraqués ateliers.

Dans le deuxième secteur, ou secteur d'accueil (appelé camp 2) sont construits les bâtiments destinés au déshabillage et au dépôt des affaires récupérées sur les victimes. Dissimulée par une palissade une ancienne maison forestière est incluse à ce secteur et sert de bureau et de logement à des SS.

Un boyau de 150 m relie la baraque de déshabillage au secteur d'extermination, dit camp 3, en passant devant une étable et une porcherie, et, à mi chemin, par la « boutique des coiffeurs » où les femmes subissent une coupe de cheveux (sans être tondues), « pour l'hygiène, avant le bain ».

Le camp 3 enfin est celui des chambres à gaz et des fosses communes. On y trouve aussi la baraque du *Sonderkommando* (chargé d'extraire les cadavres des chambres à gaz et de les transporter jusqu'aux fosses), et

2. La mission secrète de faire disparaître toutes les traces des exécutions de masse est confiée au colonel SS Blobel dès juin 1942 sous le nom de code de « opération spéciale 1005 ». Il expérimente ses méthodes à Kulmhof et opte pour un système de fosses nouvelles au fond desquelles de vieux rails sont disposés pour constituer « un gril » posé sur un socle en béton.



Maquette du camp de Sobibor. © Expo Sobibor.

un baraquement pour la garde. Trois chambres à gaz, d'une capacité de 150 à 200 personnes sont construites. Le bâtiment est en briques, contrairement aux autres bâtiments qui sont en bois. Comme à Belzec, les chambres à gaz fonctionnent à partir de gaz d'échappement fournis par un moteur (moteur de char d'origine russe, d'environ 200 CV), installé à proximité sous un appentis. Le transport des malades, infirmes, ou morts des convois arrivés, comme des cadavres extraits des chambres à gaz se fait à l'aide de chariots à bras ou de charrettes tirées par des chevaux, jusqu'aux fosses communes.

Le camp de Sobibor est prêt fin avril 1942. Les exterminations commencent début mai.

Une première vague couvre les mois de mai, juin et juillet 1942. Elle concerne les Juifs de la région de Lublin

(environ 61 300) parmi lesquels se trouvent des Tchèques et des Autrichiens déportés dans les ghettos polonais, des Juifs d'Autriche (10 000), de Bohême-Moravie (6 000) et un premier contingent de Slovaques dont le reliquat sera progressivement exterminé par la suite.

Cette première vague d'extermination dure trois mois et fait de l'ordre de 77 000 victimes.

En septembre 1942, Sobibor est équipé de nouvelles installations de gazage (après les camps de Belzec et Treblinka). Le nouveau bâtiment dispose de six chambres à gaz disposées de part et d'autres d'un corridor central, de même capacité que les précédentes mais d'un fonctionnement plus fiable. Une voie ferrée étroite, allant du quai de débarquement aux fosses communes permet, à partir de septembre 1942, le transport des malades, des invalides et des morts des convois, par wagonnets, eux-mêmes tractés par une petite motrice diesel.

La deuxième vague commence à la fin de l'été avec l'extermination des Juifs de Hollande et s'achève avec la révolte du *Sonderkommando*, le 14 octobre 1943.

En juillet 1943, Himmler ordonne de transformer Sobibor et d'y organiser le stockage et la transformation des munitions prises à l'ennemi. Les travaux de construction du nouveau dépôt se superposent alors à la poursuite des exterminations de convois de l'Est. Entre mai 1942 et octobre 1942, le site de Sobibor fait environ 200 000 victimes.

La révolte intervient en octobre, avant la fin des travaux. Elle est organisée par un jeune officier soviétique juif, Alexandre Petchersky arrivé du ghetto de Minsk en septembre 1942. Petchersky observe longuement le terrain,



Arrivée d'un convoi à Sobibor. © Expo permanente Wannsee.



Forêt de Sobibor replantée sur l'emprise du camp et les fosses.
Photo Grégory Chatonsky.

l'effectif et les habitudes des gardes, et mûrit son plan. Au jour J (14 octobre 1943) les personnels allemands de la garde de service sont attirés dans un piège dans des baraquements ateliers sous divers motifs, assaillis et tués par des détenus munis de haches et de gourdins qui s'emparent aussitôt des armes. L'alerte est donnée mais rien ne peut plus empêcher les révoltés de se ruer vers la clôture, dont le courant est préalablement coupé par un électricien, membre du Kommando, sous les tirs des sentinelles des miradors. Un passage est ouvert dans les barbelés et les champs de mines, au prix de nombreux morts. Les SS de leur côté acheminent des renforts, massacrent les détenus encore présents au camp puis déclenchent une impitoyable chasse à l'homme. Une cinquantaine de fuyards sont repris et abattus mais quarante à cinquante réussissent malgré tout à échapper aux poursuites et à la mort. Quelques uns décriront le fonctionnement du camp, l'horreur des massacres et les tentatives désespérées de résistance des victimes poussées vers les chambres à gaz. Le symbole et la portée de cette révolte sont considérables : pour la première fois, des SS, « dieux vivants invulnérables » sont tués par leurs victimes, et pour la première fois ceux auxquels est déniée toute humanité affirment le contraire dans un ultime combat qui aura pour conséquence la fermeture du site et l'arrêt des massacres de masse à Sobibor.

Treblinka

Treblinka est le dernier des centres spéciaux de l'opération Reinhard, dans le district de Varsovie, au nord-ouest du Gouvernement Général. Le Dr Eberl, grand spécialiste de l'euthanasie s'en voit confier la responsabilité. Fin avril ou début mai 1942, une mission SS délimite l'implantation du camp, qui couvre une surface d'environ 2,5 km², à proximité de la localité de Wolka-Okronglik, à quatre kilomètres du village et de la gare de Treblinka. La région est peu peuplée, fortement boisée et le camp est situé à proximité de la voie ferrée Varsovie-Bialystok. Lorsque le chantier est lancé, Belzec et Sobibor sont déjà en action, ce qui permet de mettre à profit l'expérience acquise. La main d'œuvre initiale est prise sur le ghetto de Varsovie. Eberl y puise également les matériaux dont « son chantier » a besoin. Les travaux commencent fin mai, sous la conduite de Richard Thomalla, libéré du chantier de Sobibor par l'arrivée de Stangl. Il est aidé par le SS-Unterscharführer Erwin Lambert, ancien conducteur de travaux du programme d'euthanasie. Les parties « accueil » et « camp d'habitation » sont disposées de façon comparable à celles de Belzec et Sobibor. Le « boyau » conduisant aux chambres à gaz est baptisé par les SS « rue du Ciel ».

La partie du camp réservée à l'extermination couvre environ 50 000 m². Elle est complètement isolée du reste. Trois chambres à gaz d'une quinzaine de m² sont installées et le gaz est produit par un puissant moteur diesel. Des douches raccordées en trompe-l'œil à des conduites d'eau, servent à acheminer le gaz毒ique, une fois l'obscurité faite.

Sur la partie Est de ce secteur d'immenses fosses communes de 50m de long sur 20m de large et 10m de profondeur, sont creusées à l'excavateur pour y enfouir les cadavres, extraits des chambres à gaz.

Le centre de Treblinka entre en action le 23 juillet 1942. Une première vague d'extermination dure cinq semaines du 23 juillet au 28 août 1942. Les recherches permettent d'établir qu'environ 215 000 personnes massacrées viennent du ghetto de Varsovie et de sa région, 30 000 de Radom, 17 000 de Siedlce et 10 000 du district de Minsk-Mazowiecki, soit environ 270 000 au total. Mais là encore, le rythme imposé dépasse les possibilités et la machine se grippe. En août c'est l'impasse, les cadavres envahissent tout. Globocnik et Wirth relèvent Eberl de ses fonctions et le remplacent par Stangl, dont la présence à Sobibor ne se justifie plus, les activités meurtrières du centre étant provisoirement interrompues en raison des travaux en cours. Pour accélérer le rythme des mises à mort à Treblinka, Stangl fait construire de nouvelles chambres à gaz plus performantes, sans toutefois détruire les anciennes qu'il utilisera encore de temps à autre en appoint. Les travaux durent cinq semaines. Le nouveau bâtiment, construit par des maçons juifs de Varsovie en seulement cinq semaines¹, comporte dix chambres à gaz d'une capacité globale de 4 000 personnes/jour, ajoutées à la capacité des anciennes chambres à gaz estimées à

1. Les gazages se poursuivent dans les anciennes installations pendant les travaux, certains d'entre eux voient arriver des membres de leur famille. Il se produit alors des scènes insoutenables se terminant par des massacres par balles.

600 jour. En février mars 1943, après l'extermination des Juifs de Grodno et Bialystok, le rythme des convois se ralentit et Wirth, devenu inspecteur, décide de réduire les effectifs des *Sonderkommandos* par la famine et le manque de soins. Le typhus ne tarde pas à apparaître. A cette période les détenus ont déjà en tête le plan de la future révolte et par-dessus tout souhaitent survivre jusque là. Arrivent alors des convois de Juifs de Salonique, de Bulgarie et de Macédoine. Après la visite de Himmler au quartier général de l'opération Reinhard puis aux centres d'extermination, à la fin de février ou au début de mars 1943 commence l'effacement des traces à Treblinka.

La révolte déclenchée le 2 août 1943, précède celle de Sobibor. Le camp compte environ 700 détenus employés aux opérations spéciales et à divers travaux d'entretien. Avec le début de l'effacement des traces, l'inquiétude des détenus sur leur liquidation prochaine grandit. L'un d'eux, serrurier parvient à faire un double de la clé de l'armurerie. Mettant à profit un jour de grande chaleur où la garde est réduite, les détenus s'emparent de grenades, de fusils et revolvers. La révolte éclate vers 16 heures, sous forme de fusillades et incendies d'une partie des bâtiments. 150 à 200 détenus parviennent à s'enfuir du camp. Une soixantaine échapperont aux poursuites. Ces évènements ont pour conséquences de hâter la liquidation du camp. Les deux derniers convois arrivent de Bialystok les 18 et 19 août 1943, puis le camp est démonté et les traces effacées¹. Le nombre de victimes de l'opération Reinhard à Treblinka est estimé à quelque 800 000.



Treblinka effacement des traces.
© Yad Vashem, collection Kurt Franz.

À la fin du mois d'août 1943, Odilo Globocnik, grand maître du plan Reinhard est nommé en Istrie (région de Trieste), où le suivent Wirth, Stangl et la plus grande partie du personnel des centres d'extermination. Dans une lettre adressée à Himmler début novembre, il rend compte qu'il a « terminé le 19 octobre 1943 l'opération Reinhard (...) menée dans le Gouvernement général et (...) dissout tous les camps ».

Le sol des anciens camps est labouré, des arbres sont plantés, des fermes à l'apparence innocente sont construites. Si les documents se rapportant aux camps ont

naturellement été détruit pour l'essentiel, il reste que les personnes entendues dans le cadre des procès d'après guerre ou des procédures pénales engagées par la République fédérale d'Allemagne, simples habitants du voisinage ou personnes de passage, témoignent toutes de l'existence des chambres à gaz et de leur destination. Quant aux différents responsables des camps eux-mêmes, accusés de participation aux massacres, ils ont parfois contesté leur implication personnelle directe mais à aucun moment n'ont remis en cause la réalité des massacres des Juifs et des Tsiganes dans des chambres à gaz et la description qu'ils font des opérations dans les camps sont d'une totale cohérence.

Conclusion

Les historiens se sont depuis longtemps interrogés sur le processus décisionnel qui a entraîné directement ou par retombées l'extermination de plus de cinq millions de Juifs d'Europe et sur la date à laquelle a été intervenue une telle décision.

Toute tentative de mise en doute de la responsabilité d'Hitler dans ce processus, fondée notamment sur l'absence d'ordre écrit, paraît fantaisiste. Les documents d'archives en langage codé et les discours de Hitler lui-même montrent à l'évidence qu'il a participé directement et personnellement au processus de décision. Même s'il n'a fait qu'approuver certaines expériences menées par ses collaborateurs, une initiative de cette importance ne pouvait intervenir à son insu.

Deux écoles ont avancé des hypothèses différentes sur la date ou la période à laquelle intervient la décision de passer à la « Solution finale » : celle dite des intentionnalistes et celle dite des fonctionnalistes. Pour les premiers, dont Christopher Browning, la décision est antérieure à l'offensive contre l'Union soviétique. En effet les instructions données aux *Einsatzgruppen* mettent l'accent sur la directive de Hitler à Jodl du 3 mars 1941, qui tend à associer systématiquement juif et communiste, accréditant la théorie selon laquelle là où est le partisan est aussi le Juif, théorie d'ailleurs largement partagée par la Wehrmacht. L'absence de document précis relève d'un souci d'opacité totale.

Au contraire les fonctionnalistes comme Hans Mommsen et bien d'autres, considèrent que le génocide est le fruit d'une « radicalisation cumulative » qui pousse l'appareil nazi à commettre des crimes de plus en plus nombreux et Hitler à les couvrir de son autorité. En conséquence, pour eux, la décision n'a pas été prise avant la deuxième moitié de l'année 1941.

Cette querelle paraît aujourd'hui dépassée. La volonté chez Hitler et certains hauts dignitaires nazis de se débarrasser des Juifs existe bel et bien, mais le génocide résulte d'un processus dynamique de destruction continu, bien analysé par Raul Hilberg, dans lequel se pose la question du comportement des Allemands. Selon Götz Aly, en effet, le programme d'extermination est appliqué de manière expérimentale et sélective (on n'élimine encore que les inutiles) jusqu'en mai 1942. De sorte que l'on peut se demander si la machinerie de mort n'aurait pas pu être arrêtée ou ralenti à Wannsee à condition que des résistances sérieuses ou des difficultés de légitimation se

1. Effacement qui avait été prescrit et programmé longtemps avant, dès mars 1943, après la visite de Himmler au QG de l'opération Reinhard et dans les différents centres d'extermination.

soient présentées. Or elles ne sont pas présentées. *Ceux, dit Götz Aly, qui avaient différé la déportation des Juifs dépossédés et ghettoisés, considéraient les meurtres de masse comme la méthode la plus simple pour réaliser les plans qu'ils n'avaient cessé de développer depuis bientôt deux ans sans parvenir à les appliquer. Les représentants des autres institutions approuvèrent la nouvelle solution parce qu'elle ne gênait pas leurs propres intérêts. La destruction des Juifs faisait partie intégrante et depuis longtemps de leur calcul : ils les avaient dépossédés, entassés et agissaient comme s'il étaient déjà partis.* La propagande et l'effet de représentation négative de l'Autre qu'elle génère, tels que les évoque Sémerlin avaient donc pleinement joué leur rôle psychologique, en ancrant le génocide dans la mentalité collective des dirigeants nazis.

Peter Longerich¹ analyse le processus génocidaire comme une politique d'anéantissement en quatre étapes.

Selon son étude, la césure décisive se situerait à l'automne 1939, lorsque, après six années de déjudaiisation de l'Allemagne, la direction nazie commence à mettre en application ses plans d'espace vital et le gigantesque programme de déplacement de population qui y est associé dans les territoires occupés. La première étape ou « solution territoriale » avec constitution d'une réserve en Pologne, à Madagascar ou en Sibérie, n'est pas opposable à la « solution finale, car conçue en soi comme une « solution finale » visant la destruction physique de la grande majorité des juifs. La deuxième étape commence à l'été 1941 avec le meurtre de tous les juifs soviétiques², et constitue une première phase décisive du génocide planifié en Union Soviétique, dans le cadre du nouvel ordre de « l'espace vital ». Himmler y a certainement joué un rôle déterminant en sa qualité de RKF (commissaire du Reich pour la consolidation de la germanité à l'Est). La troisième étape débute à l'automne 1941 quand Hitler finit par décider la déportation des Juifs du Reich et du protectorat Bohême-Moravie dans les territoires polonais annexés. Il fallait créer dans les territoires polonais des espaces « libérés de Juifs » et l'entassement dans les ghettos entraîna le choix de solutions plus rapides et radicales de la part des responsables locaux. La quatrième étape se situe au printemps 1942, en avril-mai, avec l'abandon de la déportation des Juifs d'Europe centrale vers des espaces dont les juifs autochtones auraient déjà été assassinés. L'extermination des Juifs de Lublin et de Galicie est en effet étendue en juin à l'ensemble du Gouvernement général et à la Haute Silésie. La direction nazie saisit l'opportunité de la situation de guerre pour réaliser la solution finale qu'elle souhaite, et l'étendre à toute l'Europe. Les Etats occupés ou alliés à l'Allemagne sont entraînés dans la spirale génocidaire qui devient en quelque sorte le symbole de la domination allemande sur le continent. Selon Ulrich Hebert auteur de « L'administration militaire allemande à Paris et la déportation », Heydrich aurait déclaré en petit comité lors de sa venue pour l'installation de Karl Oberg comme chef de la Police

et de la SS en la France, le 6 mai 1942 : « comme les juifs russes à Kiev, l'ensemble des juifs d'Europe sont aussi condamnés à mort, y compris les juifs français dont la déportation commence au cours de ces semaines ».

On se reportera à l'étude de l'historien Dieter Pohl³ pour ce qui concerne la part prise par les différents responsables nazis : Hitler, Himmler, Heydrich, Göring, Bocke (responsable de l'alimentation) ou encore Goebbels et Bormann (propagandistes du génocide) ou celle des responsables de l'Est, comme Artur Greiser et Hans Franck en Pologne, Heinrich Lohse et Erich Koch en territoires soviétiques, dans l'élimination physique des Juifs en Europe.

Dans son testament politique final, dicté le 29 avril 1945 dans son Bunker de la Chancellerie, la veille de son suicide, Hitler réaffirme sa haine des Juifs qu'il accuse encore d'être à l'origine de la guerre qui est en train de détruire l'Allemagne : « *des comptes seront demandés au responsable de la tuerie : le peuple juif !* ».

Cette obstination à voir son ennemi dans le Juif l'a conduit à mêler dans un même fantasme de supériorité et de domination raciale, guerre de conquête et d'expansion et guerre d'extermination.

Dossier préparé par Yves Lescure

Sources documentaires et bibliographiques

- Raul Hilberg, *La destruction des Juifs d'Europe*, Arthème Fayard, pour la traduction française, 1998 et nouvelle édition mise à jour aux éditions Gallimard 2006, 3 tomes, 2400 pages.
- Eugène Kogon, Hermann Langbein et Adalbert Rückerl, *Les chambres à gaz secret d'État*, Éditions de Minuit pour la traduction française par Henry Rollet, 1984, 1987, 2000, 272 pages.
- Christopher Browning, *Les origines de la solution finale, L'évolution de la politique antijuive des nazis septembre 1939-mars 1942*, traduit de l'anglais par Jacqueline Carnaud et Bernard Frumer, Les Belles Lettres, Paris, 2007, 631 pages.
- Peter Longerich « *Politik der Vernichtung. Eine Gesamtdarstellung der nationalsozialistischen Judenverfolgung*. Politique de l'anéantissement. Une représentation globale de la persécution national-socialiste des juifs », Piper, Munich, 1998.
- Michel Moracchini *Les troupes spéciales d'Hitler, Les Einsatzgruppen*, Grancher, Paris, 2001, 250 pages.
- Claude Lanzmann, *Shoah*, coffret 4 dvd et livret d'accompagnement.
- Catalogue de l'exposition permanente de la Maison de la conférence de Wannsee version française, Berlin, Haus der Wannsee-Konferenz.
- Catalogue de l'exposition du camp de Sobibor.
- Götz Aly et Suzanne Heim, *Les architectes de l'extermination*, Calmann-Levy/Mémorial de la Shoah, traduit de l'anglais par Claire Darmon, 2006, 430 pages.
- Dominique Vidal, *Les historiens allemands relisent la Shoah*, Éditions Complexes, 2002, 288 pages.

1. Voir opus cité.

2. Voir plus haut : les premières semaines de guerre en Russie voient le massacre de milliers d'hommes juifs en âge de porter les armes, alors qu'à partir de juillet 1941 les femmes et les enfants sont assassinés.

3. Dieter Pohl, *Holocaust. Die Ursachen-Das Geschehen-Die Folgen*, Herbert Fribourg, Bâle, Vienne, 2000.

UN NOUVEAU CONCEPT D'ACCUEIL DES ASSOCIATIONS PAR LA FONDATION

En 2006, l'Association pour le souvenir des camps de Dora, Ellrich et Kommandos qui avait déjà transféré son siège à l'Hôtel des Fondations au 30 boulevard des Invalides depuis un peu plus d'un an et y avait son secrétariat, a contacté le directeur de la Fondation pour rechercher le moyen de continuer à exister tout en s'affranchissant des contraintes statutaires de la Loi 1901.

Le dispositif imaginé résulte d'un travail de réflexion mené en commun après avis du ministère de l'Intérieur et a débouché sur l'idée de créer au sein de la Fondation une entité qui disposerait d'une autonomie équivalente et d'un support financier spécifique.

C'est ainsi qu'après approbation des deux Conseils d'Administration (et pour l'Association de son Assemblée générale), a été créée la Commission pour la mémoire et l'histoire des camps de Dora Ellrich et Kommandos (CDE).

Cette commission bénéficie d'un compte de fonctionnement spécifique dans le budget de la Fondation, dont les opérations sont initiées par l'ex trésorier de l'Amicale et transmises à la Fondation pour suite à donner.

La Fondation est désormais représentée aux réunions de la CDE, tout comme cette dernière est représentée aux réunions du Conseil d'Administration de la Fondation avec voix consultative.

Outre ce dispositif original, il convient de rappeler que les Associations suivantes ont domicilié leur siège à la Fondation :

- Amicale de Natzweiler-Struthof
- Amicale de Bergen-Belsen
- Comité international de Natzweiler-Struthof
- Amicale des déportés tatoués du convoi du 24 Avril 1944.



De gauche à droite François Perrot, administrateur vice président de la Fondation, ancien déporté à Buchenwald et Flossenbürg ; Marie-José Chombart de Lauwe, présidente de la Fondation, ancienne déportée à Ravensbrück et Mauthausen ; Yves Lescure directeur général de la Fondation.



Marie-José Chombart de Lauwe, présidente de la Fondation et Pierre d'Astorg président de l'Amicale de Dora Ellrich et Kdos lors de la signature officielle de la convention.



Le Conseil d'Administration de la Fondation au cours de sa séance du 11 septembre 2007. De gauche à droite : Albert Bigielman président de l'amicale de Bergen Belsen et de la commission Internement ; Jean Le Naire, préfet, représentant le ministre de l'Intérieur ; Henri Borlant, administrateur, ancien déporté à Auschwitz, administrateur ; Maurice Cling, ancien déporté à Auschwitz, administrateur ; Robert Créange, secrétaire général de la FNDIRP, administrateur ; à demi masqué, Guy Ducoloné président d'honneur de l'Association Buchenwald Dora, administrateur ; Marie-Hélène Joly, adjointe au DMPA, administratrice représentant le ministre de la Défense ; Denise Vernay, ancienne déportée à Ravensbrück et Mauthausen.



Le Conseil d'administration (suite) : Henri Rollin, administrateur et trésorier ; Roger Gauvrit, administrateur, représentant de l'UMIF ; Dany Tétot, membre invité, président de l'Association des Amis de la Fondation ; Charles Palant, ancien déporté à Buna Monowitz, administrateur ; Eric Rodier, administrateur représentant le ministre de l'éducation nationale ; Pierre d'Astorg, président de l'ex Association Dora, Ellrich et Kommandos, et Pierre Sellier ex trésorier de l'Association Dora Ellrich et Kdos.

LA FONDATION AUX « RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE » À BLOIS

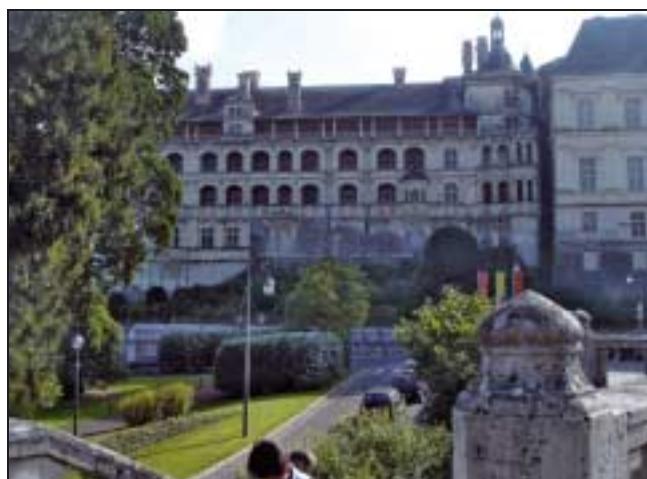
Evénement désormais incontournable de la vie et de la pensée historienne en France, la Fondation pour la mémoire de la Déportation tenait, pour la deuxième année consécutive, un stand à Blois.

Plusieurs milliers d'historiens arpencent les allées de ce grand salon de la pensée, de la recherche et des publications liées à l'Histoire, dans toutes ses approches et toutes ses périodes.

De nombreux professeurs se sont arrêtés aux stands des Fondations de la Résistance et de la Déportation qui présentaient, entre autre, leurs dossiers spéciaux sur les derniers thèmes du Concours national de la Résistance et de la Déportation. Leur venue a donné lieu à de multiples échanges avec les responsables et animateurs des stands des deux Fondations.

L'habitude est prise maintenant chaque année de tenir, une table ronde présidée par Madame Joëlle Dusseau sur le thème du Concours de l'année en cours, à l'intention des professeurs d'histoire des lycées et collèges.

Coiffant l'ensemble de la manifestation, un thème général est par ailleurs proposé chaque année, autour duquel s'organisent différentes tables rondes et conférences-débats. Pour 2007, le thème retenu était « L'opinion : information, rumeur, propagande ». Une série ininterrompue d'exposés et de conférences-débats, tout aussi intéressants les uns que les autres, au point qu'il est difficile de faire un choix, pourtant inéluctable, ponctuent les trois jours de ces rencontres. Un plaisir de l'esprit, dans un cadre magnifique et... historique.



Château de Blois. Photo Georg Eberhacht.



Vue de l'entrée principale des « Rendez-vous de l'Histoire ».



Le stand de la Fondation tenu par Cyrille Le Quellec et Georg Eberhardt (Autrichien, accueilli en partenariat pour un an).



L'allée du stand de la Fondation à l'heure de pointe.

Hommage de la Fondation à l'un de ses fondateurs disparu Claude Meyroune

Claude Meyroune, vice-président et co-fondateur de la Fondation pour la mémoire de la déportation est décédé le 4 décembre 2007 à son domicile parisien.

Né en 1923 à Strasbourg de parents enseignants, il part faire ses études de médecine à Bordeaux.

Dès janvier 1941, avec des camarades, il crée un journal anti-pétainiste et anti-nazi, « *Les volontaires* », puis en juin fonde la branche des étudiants de Bordeaux du « Front national pour l'indépendance de la France », en liaison avec la Jeunesse communiste et l'organisation armée des étudiants de Bordeaux qui donnera naissance aux FTP du Bordelais.

Arrêté par les brigades spéciales de Vichy (spécialisées dans la chasse aux communistes), le 6 janvier 1942, il est livré aux Allemands et interné au Fort du Hâ où il passe plusieurs mois au secret.

Transféré à la prison de Fresnes le 9 octobre 1942, il est finalement déporté depuis la gare de l'Est en tant que NN et se retrouve avec 7 de ses camarades au camp d'Hinzert près de Trèves. Le 13 janvier 1943, il est envoyé au bagne de Diez-an-der-Lahn près de Coblenze en attendant son jugement par la terrible juridiction spéciale créée par les nazis, le Sondergericht. Par chance la procédure NN est suspendue et Claude Meyroune échappe ainsi à une condamnation à mort quasi-certaine, pour se retrouver à la prison centrale de Francfort-sur-le-Main. En mars 1945, il est transféré en wagon à bestiaux à Bayreuth qu'il atteint après cinq jours d'un voyage épuantant, sans boire et sans manger. Il est libéré à Bayreuth par l'Armée américaine le 14 avril 1945, rentre à Paris le 22 mai et rejoint alors sa famille à Bordeaux. Après une période de soins intensifs, il reprend ses études et soutient avec succès sa thèse de médecine en 1953. Il fonde le centre de bilan et de santé de Pau et en devient le directeur.

Vice président du syndicat des médecins des centres de santé il devient président de la section



de Pau de la FNDIRP. En 1962 il devient membre du Comité national de cette Fédération et président de sa commission médicale. C'est à la suite d'une visite au centre de Pau et sur une idée de Claude Meyroune que les dirigeants de la FNDIRP créent le centre hospitalier Frédéric Manhès à Fleury-Mérogis. Claude poursuit des recherches en gérontologie et en 1978 devient membre du bureau national de la Fédération et directeur du centre de santé d'Auxerre. Il prend une retraite anticipée en 1980 pour se consacrer aux œuvres médico-sociales et propose à Marcel Paul la création d'une maison de retraite médicalisée pour laquelle il réussit à obtenir l'aide de l'Etat. C'était sa grande idée.

La première pierre est posée le 22 septembre 1983 et le centre est inauguré le 10 avril 1985 à l'occasion du 40^e anniversaire de la libération des camps. En 1989-1990 avec Yves Morel et André Travaillé, il œuvre à la création de la Fondation pour la mémoire de la Déportation, en partenariat avec l'Union des Mutualités d'Île de France, que présidait alors Henri Rollin.

Claude Meyroune laisse le souvenir d'un homme d'action et de conviction, d'une extrême courtoisie, précis, exigeant et positif dans ses interventions, fidèle à ses engagements et à ses amis. Il a contribué à la relance des activités de la commission médico-sociale de la Fondation, un moment suspendues et ne manquait jamais une réunion.

Claude Meyroune est officier de la Légion d'honneur, Chevalier de l'Ordre National du Mérite, titulaire de la Médaille militaire, de la Croix de guerre avec palme, officier des Palmes académiques, et titulaire des cartes de Déporté-Résistant et de Combattant Volontaire de la Résistance.

La Fondation ressent avec douleur la disparition d'un de ses fondateurs, par ailleurs vice-président, d'un soutien fidèle et surtout d'un ami très cher. Elle salue avec respect sa mémoire et présente ses condoléances les plus attristées à Madame Annie Meyroune, son épouse, ainsi qu'à ses enfants, petits enfants, parents et amis.

Le Bulletin de la FONDATION pour la MÉMOIRE de la DÉPORTATION



BULLETIN D'ABONNEMENT «MÉMOIRE VIVANTE»

Si vous souhaitez vous abonner à la revue «MÉMOIRE VIVANTE», nous vous invitons à nous retourner le formulaire au verso (Fondation pour la Mémoire de la Déportation – 30, boulevard des Invalides 75007 PARIS) accompagné d'un chèque bancaire ou postal de 8 euros.

(VOIR AU VERSO)

Dons et legs à la FONDATION pour la MÉMOIRE de la DÉPORTATION

Les dons et legs peuvent recevoir une affectation précise



Si vous voulez apporter votre soutien à la Fondation pour la Mémoire de la Déportation, vous pouvez l'aider par des dons et des legs.

Les legs sont exonérés de tout droit de succession et des taxes habituelles.

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôt sur le revenu (50 % de leur montant dans la limite de 6 % du revenu imposable).

Ils font l'objet de l'émission d'un reçu établi par la Fondation.

(VOIR AU VERSO)

1^{er} abonnement ou réabonnement si oui, N° d'abonné: _____

Madame, Monsieur _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Prix pour 1 an: 8 euros.

Mode de règlement: Par chèque bancaire ou postal à l'ordre de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation
CCP: 1 950 023 W PARIS

Madame, Monsieur _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Déclare faire: un don de _____

Autre: _____

Pour (1) Dotation Actions

Par Chèque bancaire Chèque postal

(1) Rayer la mention inutile.